Jérémie Descamps

Villes chinoises et modernité : vers une reconnaissance de l'histoire urbaine ?

« La Chine ne connaît pas un espace de son territoire qui n'ait été planifié, et ce depuis 5000 ans », expliquait l'architecte et intellectuel chinois Wang Shu en 2008 [1]. La vision d'un pays chaotique, aux politiques d'aménagement inexistantes a longtemps persisté dans l'imaginaire collectif occidental, alors même que nombre de ses grands centres urbains ont fait l'objet d'une planification rigoureuse dès leur apparition. Il est vrai que l'impressionnante croissance urbaine des 30 dernières années a probablement renforcé ce sentiment de confusion.

Les musées consacrés à l'urbanisme qui fleurissent à travers le pays se font aujourd'hui l'écho des décisions et outils institutionnels régissant la ville. Le visiteur, touriste ou habitant, peut désormais s'y renseigner, grâce à l'exposé didactique des schémas directeurs – plans, documents techniques, images de synthèse et maquettes – indiquant les grandes orientations urbaines des villes. Ces outils de communication redoutables autant que véritables arsenaux législatifs, informent sur le destin des villes chinoises, parfois idéalisé.

À mesure que les sources d'information sur la ville se diversifient, l'image des villes chinoises se fait plus clémente, porteuse de messages tel que « Meilleure ville, meilleure vie » (*Better City, Better Life*), slogan de l'Exposition universelle de Shanghai. Est-ce pour autant l'amorce de politiques plus douces en faveur des territoires urbains? Les liens étroits entre planification urbaine et économies locales pèsent encore lourdement sur la qualité des aménagements et du cadre de vie. Néanmoins, l'évolution rapide des modes de vie, l'essor du tourisme domestique, des loisirs, la demande de culture, poussent les décideurs, promoteurs, concepteurs ou universitaires à des réflexions plus concertées, adaptées aux besoins des usagers. Dans ce cadre, le gouvernement affiche depuis quelques années sa volonté d'endiguer le fléau des destructions des centres anciens, et les actions en faveur de la protection du patrimoine se multiplient.

Il s'agit cependant d'un lent accouchement, dont les sages femmes sont principalement les acteurs universitaires et institutionnels chinois, qui œuvrent depuis 30 ans à la maturation d'un système de protection efficace, introduisant des outils techniques et législatifs adaptés aux conditions du développement chinois. Comme l'a montré l'exposition « Villes et patrimoine en Chine » présentée récemment en Europe à l'initiative d'experts chinois [2], il ne s'agit plus vraiment de contester la réalité des destructions de nombreux centres anciens mais d'en expliquer les raisons – qu'elles soient historiques, démographiques, économiques – et de présenter les avancées positives ou les obstacles en matière de protection, finalement assez méconnus en Occident.

Le système de protection du patrimoine urbain chinois est institué par le label « Villes, bourgs et villages historiques et culturels ». En 2009, la Chine compte 110 villes classées au niveau national et 180 à l'échelon de la province ; 251 petites villes, bourgs et villages sont classés au niveau national et 529 à l'échelon de la province [3]. Évolutive, cette classification reflète l'ambition du gouvernement de se doter d'un système de protection *ad hoc*, tenant compte des échelles et de la diversité des territoires. D'autres éléments urbains d'époques différentes commencent à être protégés à l'échelle locale.

L'expérience de nombreuses métropoles témoigne néanmoins de la complexité de cette vaste entreprise de sauvetage. À Pékin par exemple, les démolitions visibles actuellement dans les quartiers centraux paraissent contradictoires avec le schéma directeur 2004-2020 qui prévoyait la protection

d'une trentaine de zones à l'intérieur du deuxième périphérique (considéré comme la limite du « vieux Pékin »). D'autres quartiers (villages d'artistes de Caochangdi ou Feijiacun), non protégés mais qui incarnent également l'esprit de Pékin, sont menacés ou en cours de destruction. Le manque d'engagement des responsables locaux ou la souplesse du système de protection sont à blâmer, mais d'autres facteurs sont également sources de tensions : pressions démographiques (le seuil des 18 millions d'habitants prévu pour 2020 est aujourd'hui pratiquement atteint), économiques (immobilières, touristiques, commerciales), renouvellement des infrastructures municipales (équipements, lignes de transports, espaces verts…).

Cette donne, teintée de pressions multiples où se mêlent intérêts publics et privés, n'est pas isolée en Chine, même s'il est important de rappeler que les expériences varient d'une ville à l'autre, selon les contextes économiques, sociaux et politiques locaux. Deux expériences d'aménagement, l'une conduite à Qufu dans la province du Shandong entre 2005 et 2007, l'autre à Liuzhou dans la région autonome Zhuang du Guangxi en 2009, méritent d'être relatées ici. Elles illustrent à la fois la richesse des débats – pas aussi tranchés qu'on voudrait bien l'imaginer –, la diversité des acteurs et des pratiques, les différentes temporalités d'actions qui prévalent dans l'aménagement urbain. Pour ces deux cas, il s'agit d'interventions menées sur des tissus urbains existants, anciens et plus récents.

Une projection sur le long terme a été nécessaire : comprendre à la fois les spécificités locales, les besoins économiques, culturels, touristiques de ces deux villes, mais aussi intégrer la réalité du développement chinois dans son ensemble.

La ville durable au cœur du processus de protection du vieux centre de Qufu (Shandong)

Qufu tient son nom de son environnement – littéralement « butte sinueuse » – et frappe d'abord par ce rapport que la ville entretient avec la campagne alentour, clairsemée de belles collines pentues et arborées. Un rapport simple, un monde rural aux portes de la ville, où la poussée urbaine n'a pas encore morcelé les territoires naturels et agricoles qui composent la municipalité[4].

Haut lieu du tourisme culturel en Chine, cette ville moyenne de 150 000 habitants, classée « Ville historique et culturelle » depuis 1982, attire chaque année des millions de visiteurs de Chine et l'Asie de l'Est pour l'essentiel, qui viennent découvrir le berceau de la pensée confucéenne. La présence du temple, de la résidence et du cimetière du penseur Confucius (inscrits au patrimoine mondial en 1994), confère, depuis des siècles, à la ville un statut culturel unique en Asie, que les politiques touristiques locales reprennent aujourd'hui à leur compte. Les statistiques officielles indiquent que 8,3 millions de touristes sont venus en 2009, soit 13,2 % de plus qu'en 2008.

La ville est caractérisée par son système « d'emboîtement urbain », que l'on retrouve dans d'autres anciennes villes chinoises (Pékin, Xi'an en sont de bons exemples). Une première enceinte fortifiée, reconstruite en 2000, délimite le cœur historique de Qufu, appelé Cité Ming (*Mingguchen*, d'une superficie de 1,62 km²) dont l'édification remonte au XVIe siècle. Au cœur de la Cité Ming, une seconde enceinte, plus basse, marque la présence du temple et de la résidence de Confucius. Leur emprise dicte la trame urbaine du centre historique : autour de ces deux monuments, l'organisation spatiale est un savant quadrillage d'artères principales, de rues secondaires et de venelles venant desservir des maisons à cours intérieures, aux façades aveugles sur rue, aux seuils ornementés de céramiques multicolores.

Composée essentiellement de maisons basses, la Cité Ming s'est fortement densifiée ces 50 dernières années pour atteindre 10 000 personnes aujourd'hui. Ses marchés de nuit animés de gargotes en tout genre, la clameur de la cité dans la fraîche aurore, les cyprès centenaires aux abords des temples, les venelles ombragées donnent à ce centre-ville un cachet unique en son genre.

Si le temple, la résidence et le cimetière de Confucius demeurent les principales attractions

touristiques de la ville depuis le milieu des années 1990, apportant de la richesse, les conditions de vie au sein de la vieille ville se sont pourtant dégradées au fil du temps. L'attention des décideurs s'est focalisée sur la conservation des monuments historiques, alors que l'entretien des maisons à cour ordinaires (90 % d'entre elles datent des années 1970), des équipements, des espaces publics et des réseaux fait défaut.

La pression du tourisme se fait plus intense à partir des années 2000, notamment lors des pics saisonniers des congés payés qui voient le temple, la résidence et le cimetière littéralement pris d'assaut par les visiteurs chinois. La croissance exponentielle du tourisme exige bientôt l'implantation de nouvelles infrastructures touristiques : la mairie voit en la Cité Ming décatie le site idéal pour une métamorphose urbaine majeure… soit l'implantation d'un nouveau complexe touristique en lieu et place du vieux centre !

Photo satellite de la Cité Ming à Qufu, avec au centre le temple et la résidence de Confucius, © Bureau d'urbanisme de Qufu.

Une venelle du centre ville, ©Jérémie Descamps.

Le jumelage entre la région Bretagne et la province du Shandong (coopération datant de 1985) offre alors à Qufu une opportunité unique. En 2005, dans le cadre du programme européen Asia Urbs, les villes de Qufu, Rennes – spécialisée dans les plans de sauvegarde et de mise en valeur du patrimoine à la française – et Saint-Jacques de Compostelle, grande familière du tourisme « cultuel », signent un accord pour la réhabilitation du patrimoine urbain de Qufu.

D'une durée de trois ans, le contrat vise à introduire de nouveaux outils réglementaires et d'analyse pour sauvegarder le centre ancien : réaliser un inventaire du patrimoine architectural, urbain et paysager de la Cité Ming ; définir un plan de conservation afin de préserver ses tissus urbains ; valoriser le patrimoine au travers d'initiatives culturelles et touristiques ; enfin, développer un « projet pilote » dont le but est de présenter aux habitants et responsables locaux

une opération concrète de réhabilitation d'un bâtiment dans le centre historique.

L'Institut de projets d'urbanisme de l'Université Tongji, en tant qu'expert national dans la protection des centres anciens, est associé à l'opération pour la mise en place de l'inventaire, la formation du personnel local aux outils techniques (traitement de données récupérées lors de l'inventaire) et l'établissement d'un nouveau règlement urbain pour la Cité Ming (« plan de contrôle détaillé » régissant l'urbanisme du centre historique). Le service d'urbanisme de Qufu coordonne le projet, fournit l'assistance logistique et prend acte des orientations guidant l'aménagement et la protection de la vieille ville.

Si les prérogatives des forces en présence diffèrent, se rejoignent ou se complètent, il semble que la question de fond qui se pose pour tous au début du projet soit bien celle du tourisme, perçue différemment selon les intervenants.

Pour les autorités locales, il faut impérativement répondre à la demande touristique par des aménagements de taille à proximité du temple et de la résidence de Confucius, qui drainent 95 % des flux touristiques : élargissement de rues, constructions d'hôtels, de halls d'accueil, de parkings, d'une gare de bus, etc. Cela, évidemment, appelle à des démolitions majeures dans le centre, et les réglementations en vigueur n'interdisent pas les nouveaux aménagements autour des monuments. Pour l'Université Tongji et les experts européens, il s'agit au contraire de montrer que le développement urbain durable de Qufu passe en priorité par le maintien de la trame urbaine de la Cité Ming, de l'architecture et des liens sociaux existant, action qui renforcera à long terme la valeur culturelle et touristique de la ville.

L'Université Tongji propose à la mairie que la construction des principaux équipements touristiques se fasse à l'extérieur des enceintes de la Cité Ming, parallèlement à la réhabilitation des îlots d'habitation vétustes et à l'implantation de nouveaux équipements publics dans la vieille ville. Afin de renforcer l'attrait culturel du site et augmenter le nombre de séjour des touristes (qui ne font que visiter le temple sans séjourner en ville), l'implantation de nouveaux commerces et de restaurants est préconisée uniquement dans certaines zones de la Cité Ming. Un travail est effectué sur la répartition homogène des flux touristiques trop concentrés près du temple et de la résidence de Confucius, avec par exemple la possibilité de parcours touristiques autour de monuments et sites de seconde catégorie (anciennes résidences, temples, étang jalonnant la vieille ville).

Face à ce vaste programme, qui suscite de vifs débats et oblige bien entendu à quelques concessions de part et d'autre, trois catégories d'observations se dégagent.

À première vue, le bureau Asia Urbs et l'Université Tongji semblent développer des analyses assez similaires lors de l'inventaire, pierre angulaire du projet. Mais si l'un se cantonne plutôt à une application rigoureuse de méthodes françaises où le plan de protection apparaît comme un document d'urbanisme à part, incontournable pour tout projet d'aménagement futur, l'autre développe un outil aux perspectives beaucoup plus larges.

En effet, le « plan de contrôle détaillé » de l'Université Tongji est un document qui inclut non seulement l'inventaire du patrimoine et les règles de protection qui en découlent, mais également des propositions d'aménagement dans la Cité Ming et à l'extérieur des enceintes. La portée de ce document peut donc apparaître ambiguë : en proposant des aménagements futurs, l'outil introduit par là-même de la souplesse dans les règles de protection. Cette méthode semble néanmoins mieux adaptée aux réalités de l'urbanisation chinoise, qui engendre nécessairement des transformations, ce qui semble être intégré dès la base par l'Université Tongji.

Deuxièmement, malgré les efforts d'analyse et d'action de tous les acteurs du projet concernant la question du tourisme, il semble qu'aucune des forces en présence n'aient réellement remis en cause les politiques touristiques de Qufu visant à une exploitation totale du confucianisme comme fer de lance du tourisme local. Pourtant, ce sont ces mêmes politiques qui influent sur la baisse constante du nombre de visiteurs séjournant

Vue aérienne sur le site des filatures et sur la ville, © Archiplein/ Atelier Huitième Périphérique.

plus d'une nuit à Qufu. Les touristes, en effet, ne s'intéressent plus qu'aux temples, à la résidence et au cimetière de Confucius et ne souhaitent pas voir autre chose de Qufu. Le territoire de la juridiction est pourtant d'une très grande richesse culturelle et environnementale, aspect qu'il faudrait mettre en avant, au même titre que le tourisme « cultuel », qui tend en outre à réinventer l'histoire de Confucius.

Enfin, il est tout de même rassurant de constater que la Cité Ming n'a pas connu de transformations spectaculaires ni de destructions majeures, trois ans après la mise en place du plan de protection et d'aménagement, alors que les pouvoirs publics sont finalement seuls dépositaires du projet [5]. Au contraire, il semble que l'on soit entré dans une logique de travail à long terme, et ce malgré les changements de mandat à la mairie et au service de l'urbanisme de Qufu. Le nombre de touristes ayant doublé depuis 2007, une nouvelle gare de bus et un centre d'accueil, ainsi qu'un centre culturel ont été édifiés hors de la Cité Ming, laissant à penser que les débats entre experts et autorités locales ont, dans une certaine mesure, porté leurs fruits.

Réhabitilitation d'une friche industrielle à Liuzhou (Guangxi): enjeux pour la ville et aléas de la maîtrise d'ouvrage

Bien loin du berceau culturel de la vieille culture han, dans un des plus gros nœuds industriel automobile et high-tech du Sud-Ouest chinois, un riche promoteur acquiert en 2009 une vaste friche industrielle de 12 hectares, située dans un quartier en développement en bordure de rivière, et abandonnée depuis peu en raison du déclin des industries d'État dans la région. Sous l'impulsion et le contrôle de la mairie de Liuzhou, ville de 3,5 millions d'habitants au cœur de la région autonome Zhuang du Guangxi, le groupe immobilier local commande à deux agences d'architecture et d'urbanisme sino-européennes la conception d'un nouveau plan d'aménagement pour le site des anciennes filatures d'État « San Mian ». L'objectif est d'attribuer au site de nouvelles fonctionnalités, culturelles, touristiques et commerciales, et de réhabiliter une quinzaine de bâtiments industriels [6].

Atelier de filatures. L'espace comprenait 2 000 métiers à tisser fonctionnant à la vapeur. © Archiplein/ Atelier Huitième Périphérique.

À mi-chemin entre la capitale provinciale Nanning au sud et la capitale touristique de la région Guilin, au nord, Liuzhou jouit d'une situation géographique et environnementale exceptionnelle (végétation luxuriante, karsts, rivière non polluée, climat subtropical très humide). De manière surprenante, le cadre de vie ne semble pas altéré par l'industrie lourde (automobile, mécanique, métallurgique, production de papier etc.), moteur de l'économie locale.

Néanmoins, la ville souffre visiblement d'un manque de sites attractifs pour les touristes, qui viennent de toute la Chine découvrir la région de Sanjiang-Guilin-Yangshuo à 150 km au nord, mais ne connaissent pas Liuzhou. Ces dernières années, l'accent a donc été mis sur le développement du secteur tertiaire : le tourisme entend devenir le pilier de l'industrie de services, avec, par exemple, l'aménagement d'un vaste « couloir pittoresque » le long de la rivière Liu Jiang, qui coule à l'ouest des filatures San Mian. Le nouveau plan d'aménagement des filatures entre donc naturellement en résonance avec le renforcement global du potentiel touristique de Liuzhou.

Ces spécificités locales apparaissent d'emblée comme éléments incontournables du projet : faire ressortir la qualité environnementale des lieux, respecter le contexte historique industriel des filatures et révéler le potentiel touristique et culturel du site. Le travail des deux agences s'organise alors autour de trois axes : mise en œuvre d'un diagnostic urbain, paysager et architectural du site ; fabrication du programme immobilier avec le promoteur et la mairie ; propositions d'aménagement résultant des analyses du site et des consultations avec les différents acteurs du projet. Le temps de travail attribué aux agences est d'à peine deux mois, de la reconnaissance et des analyses de terrain à la présentation des premières propositions d'aménagement devant le maire et les services municipaux concernés.

Le court diagnostic réalisé sur place permet de retracer l'histoire du site et d'effectuer les relevés architecturaux nécessaires aux préconisations de réhabilitation ou de démolition du bâti. En 1987, les usines d'État San Mian, qui assurent la production et la teinture textiles (uniformes, bâches, sacs de jute, jean, etc.), s'implantent sur le vaste site d'une ancienne briqueterie (le site actuel) et font construire une quinzaine de bâtiments équipés de chaînes de production modernisées. Au plus fort de l'activité,

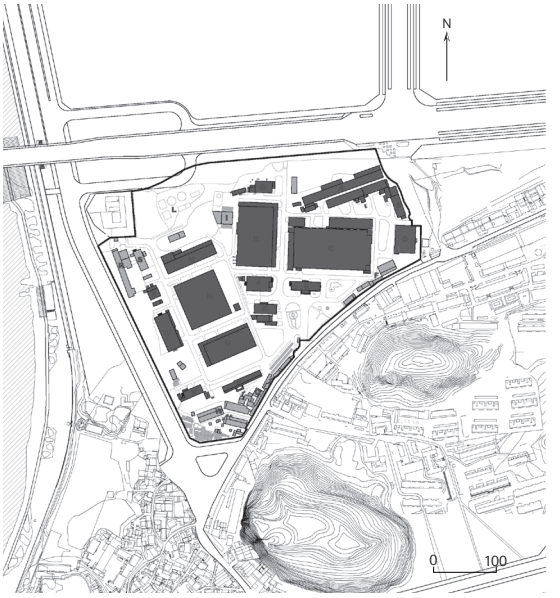
Principal atelier de filatures, gagné par la végétation luxuriante du site. © Archiplein/ Atelier Huitième Périphérique

6 000 ouvriers y travaillent, dont 80 % de femmes, la plupart originaires du Guangxi. Le contexte de forte concurrence régionale et l'entrée de la Chine au sein de l'Organisation mondiale du commerce (2001) vont cependant sonner le glas de l'entreprise d'État, 15 ans à peine après la construction des nouveaux bâtiments.

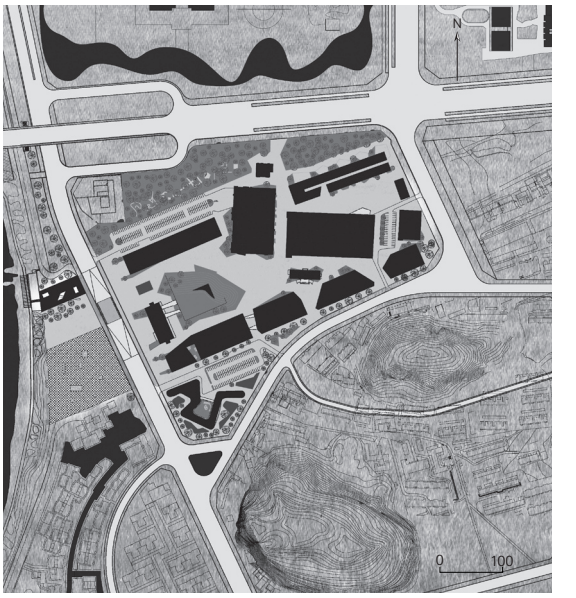
La municipalité hérite du complexe industriel en 2009 et offre au promoteur immobilier local la possibilité d'investir sur le site. Celui-ci se compose de plusieurs ateliers de production et d'entrepôts, d'une chaufferie, d'une école de formation, de cantines et de deux bâtiments administratifs. Au moment du diagnostic, plusieurs centaines d'équipements textiles sont encore en place (métiers à tisser mécaniques, filatures à air comprimé, métiers à navettes, retordeurs…) ; 400 ouvriers travaillent encore dans les ateliers ; la cadence des machines graisseuses contraste avec les monticules de coton, fils, bobines, entreposés çà et là, d'un blanc immaculé…

La qualité des lieux réside non seulement dans ces formidables espaces intérieurs aux signes industriels forts – toits en shed orientés nord, menuiseries apparentes en fonte, utilisation de la brique rouge… – mais aussi dans leur organisation spatiale et leur rapport au paysage. La répartition homogène des pleins et des vides donne une grande fluidité aux lieux pourtant composés de bâtiments massifs ; les ruelles, placettes ou squares et la végétation entrent en contraste avec l'aspect brut et industrieux du site ; du haut des bâtiments se dégagent des points de vue exceptionnels sur les karsts et la rivière en décaissé. Enfin, tout rappelle sur ce site l'organisation sociale que proposaient les historiques *danwei* (unité de travail), système chinois dans lequel la vie du travailleur était entièrement gérée par l'entreprise.

Parallèlement aux relevés urbains et architecturaux, des consultations sont organisées avec le promoteur et différents services de la mairie (maire, urbanisme, tourisme, culture). La mairie, qui dans un premier temps conserve une partie du site et revend l'autre au promoteur, souhaite gérer un programme muséal en lien avec l'histoire de l'industrie, mais en atténuant les charges financières par des programmes commerciaux annexes. Le promoteur a la responsabilité d'aménager l'intégralité du site, d'établir un programme immobilier et d'assurer la maintenance du site après l'opération de réhabilitation.



Plan du site et des bâtiments existants. © Archiplein/ Atelier Huitième Périphérique.



Plan de masses final proposé par les concepteurs. ©Archiplein/ Atelier Huitième Périphérique.

Les services de l'urbanisme et du tourisme insistent sur les potentialités du tourisme local plutôt que national. Le bureau de la culture souligne que les usines San Mian constituent un héritage d'importance pour la localité. Le rapport que la ville entretient avec le monde industriel existe depuis des décennies, les filatures incarnent donc la mémoire ouvrière de Liuzhou, à laquelle la population semble attachée. Par ailleurs, un inventaire général du patrimoine industriel de la province vient d'être lancé sur cinq ans, et si les filatures ne sont pas si anciennes, elles constituent néanmoins une trace unique pour la ville, les autres unités homogènes de ce type ayant été démantelées au fil du temps.

Les concepteurs établissent à partir des consultations et des multiples relevés – visites de musées, du centre-ville, de parcs, interviews de techniciens, visites du site et des bâtiments, etc. – le programme et les propositions d'aménagement. Organisé autour d'un vaste espace public ouvert (places centrales et promenades), relié aux berges à l'ouest et au nouveau quartier d'habitation à l'est, le site comprend trois catégories d'espaces intérieurs, regroupés sous le thème des « usines sensorielles » : cantine, bar et restaurant, rue commerciale, bains thermaux répondent au besoin de détente des habitants ; une vaste halle industrielle de spectacles vivants, un hôtel et un cinéma répondent à la mise en tourisme du site ; enfin, un Centre des industries actuelles et futures et un Centre sur l'aventure automobile locale offrent à la municipalité la vitrine culturelle attendue.

Ces propositions, présentées séance tenante à la mairie, font débat. Bien entendu, elles nécessitent des ajustements et permettent surtout de soulever les vraies questions : si certaines propositions sont finalement retenues (organisation spatiale autour d'une place centrale, accès aux berges, conservation ou destruction de tel ou tel bâtiment...), la ville, de manière surprenante, se retire du projet et décide de revendre l'intégralité de l'îlot au promoteur. Pourtant ardemment souhaitée par la mairie au moment des consultations, la programmation culturelle muséale est jugée trop risquée financièrement.

Alors que le processus du projet est à peine entamé, la logique culturelle est ainsi balayée par une logique commerciale assez court-termiste : le promoteur a carte blanche pour éliminer du

Espace public central avec, au second plan, la "colline de mémoire" du site. ©Archiplein/ Atelier Huitième Périphérique.

programme les équipements dédiés à la culture (qui ne lui rapportent rien *a priori*) et développer des activités commerciales sans grand rapport avec l'histoire du site ni les besoins de la municipalité. Délicat euphémisme, le programme final adopté par le promoteur est désigné par les termes « centre culturel commercial ».

Références européennes à l'appui (sites industriels d'Autostadt et de Zollverein en Allemagne, Île de Nantes en France), les concepteurs pensent qu'une programmation dans laquelle la ville est engagée pourrait assurer à long terme la notoriété et surtout la qualité des lieux. On retrouve ici l'application d'une logique assez européenne où les pouvoirs publics sont généralement impliqués dans de lourdes opérations de renouvellement urbain (en ayant de plus en plus souvent recourt à des partenariats avec le privé), dans lesquelles de nouveaux équipements publics sont généralement implantés. Mais dans le contexte de Liuzhou, où les investissements immobiliers privés dopent l'économie locale et influent largement sur les orientations urbaines, cette même logique peut-elle prévaloir dans le réaménagement des anciennes filatures ?

Mémoire physique de la ville, les filatures incarnent la culture industrielle passée de la localité, qu'il s'agirait de valoriser autrement que par un centre mono-fonctionnel dédié au commerce. La vitalité des villes chinoises, l'inventivité dans les modes de faire la ville, la flexibilité des programmations offrent aujourd'hui de multiples possibilités d'action sur les tissus urbains existants. Les décideurs doivent saisir l'opportunité de ce dynamisme pour considérer tous les aspects du projet, sur un temps moins contraint.

■

1. Interview du site Movingcities.org, web-média dédié à l'analyse du développement des villes chinoises et asiatiques.
2. Exposition « Villes et patrimoine en Chine », Fondation Ruan Yisan pour la protection du patrimoine urbain, Paris/ Cité de l'architecture et du patrimoine, Berlin/ Centre culturel chinois, hiver 2009.
3. Ce label est en vigueur depuis 1982, le nombre de villes classées n'a depuis cessé de grandir. *Op. cit.* Exposition « Villes et patrimoine en Chine ».
4. La plupart des données relatives au contexte de Qufu proviennent d'analyses effectuées lors d'un stage de fin d'étude à l'Institut de projets d'urbanisme de Tongji. Jérémie Descamps, « Patrimoine et tourisme dans la planification urbaine chinoise. Le cas de la Cité Ming à Qufu (Shandong) », mémoire sous la direction de Patrizia Ingallina, master 2 Urbanisme et Territoires, Institut d'Urbanisme de Paris, 2006.
5. L'Institut de projets d'urbanisme de l'Université Tongji intervient en tant que consultant pour la ville après le départ du bureau ASIA URBS, mais n'a aucun pouvoir de décision.
6. L'agence sino-suisse Archiplein (Shanghai) et l'Atelier Huitième Périphérique/ 8th Ring Road (Pékin) sont invités à réaliser ce projet, qui se tient entre mai et septembre 2009.